

**MEMORIAL**  
Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



**MEMORIAL**  
Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

---

**RECUEIL DE LEGISLATION**

---

A — N° 54

5 avril 2016

---

**S o m m a i r e**

<b>Règlement grand-ducal du 29 mars 2016 déclarant obligatoire le plan d'occupation du sol «Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Mamer» et portant modification du plan d'occupation «Campus scolaire Tossebiert et environs» déclaré obligatoire par règlement grand-ducal du 13 mai 2008 . . . . .</b>	<b>page 966</b>
<b>Arrêté ministériel du 31 mars 2016 concernant la reclassification d'une partie de la surface du bâtiment transitaire du centre fret, classée actuellement en zone de sûreté nationale en zone de sûreté à accès réglementé . . . . .</b>	<b>970</b>
<b>Convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux, faite à Londres, Moscou et Washington, le 29 mars 1972 – Ratification de la République Populaire Démocratique de Corée . . . . .</b>	<b>973</b>
<b>Accord conférant le statut d'organisation internationale à l'Académie internationale de lutte contre la corruption (IACA), signé à Vienne, le 2 septembre 2010 – Accession de la République d'El Salvador . . . . .</b>	<b>973</b>

---

**Règlement grand-ducal du 29 mars 2016 déclarant obligatoire le plan d'occupation du sol «Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Mamer» et portant modification du plan d'occupation «Campus scolaire Tosseberg et environs» déclaré obligatoire par règlement grand-ducal du 13 mai 2008.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire, et notamment ses articles 12 à 15, paragraphe 2;

Vu la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

Vu la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement;

Vu la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain;

Vu la décision du Gouvernement en Conseil du 23 octobre 2015 concernant l'élaboration de quatre plans d'occupation du sol avec l'objet d'y établir des structures d'accueil pour les demandeurs de protection internationale, les déboutés de la procédure de protection internationale et les bénéficiaires d'une protection internationale;

Vu la décision du Gouvernement en Conseil du 30 octobre 2015 concernant l'abrogation partielle du plan d'occupation du sol arrêté par le Conseil de Gouvernement en date du 8 décembre 2006 et déclaré obligatoire par le règlement grand-ducal du 13 mai 2008 déclarant obligatoire le plan d'occupation du sol «Campus scolaire Tosseberg et environs»;

Vu l'avis du 17 novembre 2015 de la ministre ayant l'Environnement dans ses attributions précisant que des incidences notables sur l'environnement ne sont pas prévisibles à travers la mise en œuvre du projet;

Vu la délibération du conseil communal de la commune de Mamer du 15 février 2016;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'aménagement du territoire en date du 13 janvier 2016;

Vu les observations introduites dans le cadre de la procédure prévue à l'article 13 de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire;

Vu les avis de la Chambre des Salariés, de la Chambre des Métiers et de la Chambre de Commerce;

Les avis de la Chambre d'Agriculture et de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ayant été demandés;

Vu l'article 2, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre du Développement durable et des Infrastructures et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Est déclaré obligatoire le plan d'occupation du sol «Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Mamer» et portant modification du plan d'occupation «Campus scolaire Tosseberg et environs» déclaré obligatoire par règlement grand-ducal du 13 mai 2008.

**Art. 2.** Les terrains couverts par le plan d'occupation du sol «Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Mamer» et portant modification du plan d'occupation «Campus scolaire Tosseberg et environs» déclaré obligatoire par règlement grand-ducal du 13 mai 2008 sont définis sur un document cartographique à l'échelle 1:2.500 et intitulé «plan d'ensemble 1» couvrant une partie du territoire de la commune de Mamer.

Le document cartographique à l'échelle 1:2.500 et intitulé «plan d'ensemble 2» désigne les terrains exclus du règlement grand-ducal du 13 mai 2008 déclarant obligatoire le plan d'occupation du sol «Campus scolaire Tosseberg et environs» par son abrogation par le présent règlement grand-ducal.

Ces documents constituent la partie graphique du plan d'occupation du sol «Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Mamer» et portant modification du plan d'occupation «Campus scolaire Tosseberg et environs» déclaré obligatoire par règlement grand-ducal du 13 mai 2008 et font partie intégrante du présent règlement.

**Art. 3.** Les terrains définis à l'article 2, couverts par le présent plan d'occupation du sol, sont classés comme zone de bâtiments et d'équipements publics (ZBEP) et sont des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées.

**Art. 4.** La zone de bâtiments et d'équipements publics est destinée à l'habitation temporaire de demandeurs de protection internationale, de déboutés de la procédure de protection internationale et de bénéficiaires d'une protection internationale. Elle peut accueillir tout équipement lié à l'organisation et au bon fonctionnement de la vie communautaire y compris les infrastructures de viabilisation du site.

**Art. 5.** La densité de construction ne pourra dépasser un coefficient d'occupation du sol (COS) maximal de 0,2 et un coefficient d'utilisation du sol (CUS) maximal de 0,4.

**Art. 6.** La distance des infrastructures destinées au séjour de personnes par rapport aux limites parcellaires sera d'un minimum de 5 m. Aucun recul par rapport à la voie publique n'est nécessaire.

La hauteur maximale des infrastructures destinées au séjour est limitée à deux niveaux pleins.

**Art. 7.** La partie graphique du plan d'occupation du sol «Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Mamer» et portant modification du plan d'occupation «Campus scolaire Tossebiérg et environs» déclaré obligatoire par règlement grand-ducal du 13 mai 2008 peut être consultée auprès du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, ainsi qu'auprès de l'administration communale de Mamer.

Seuls les plans originaux font foi. Les plans reproduits ou réduits n'ont qu'un caractère indicatif.

**Art. 8.** La mise en valeur des terrains classés en zone de bâtiments et d'équipements publics par le présent règlement se fera directement sur base du plan d'occupation du sol.

**Art. 9.** Le règlement grand-ducal du 13 mai 2008 déclarant obligatoire le plan d'occupation du sol «Campus scolaire Tossebiérg et environs» est modifié. Cette modification concerne les terrains désignés dans le «plan d'ensemble 2» dont mention à l'article 2, par conséquent exclus de l'aire d'aménagement du plan d'occupation du sol «Campus scolaire Tossebiérg et environs».

**Art. 10.** Notre Ministre du Développement durable et des Infrastructures est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre du Développement durable  
et des Infrastructures,*  
**François Bausch**

Rome, le 29 mars 2016.  
**Henri**

**Plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Mamer » et portant modification du plan d'occupation « Campus scolaire Tosseberg et environs » déclaré obligatoire par règlement grand-ducal du 13 mai 2008**

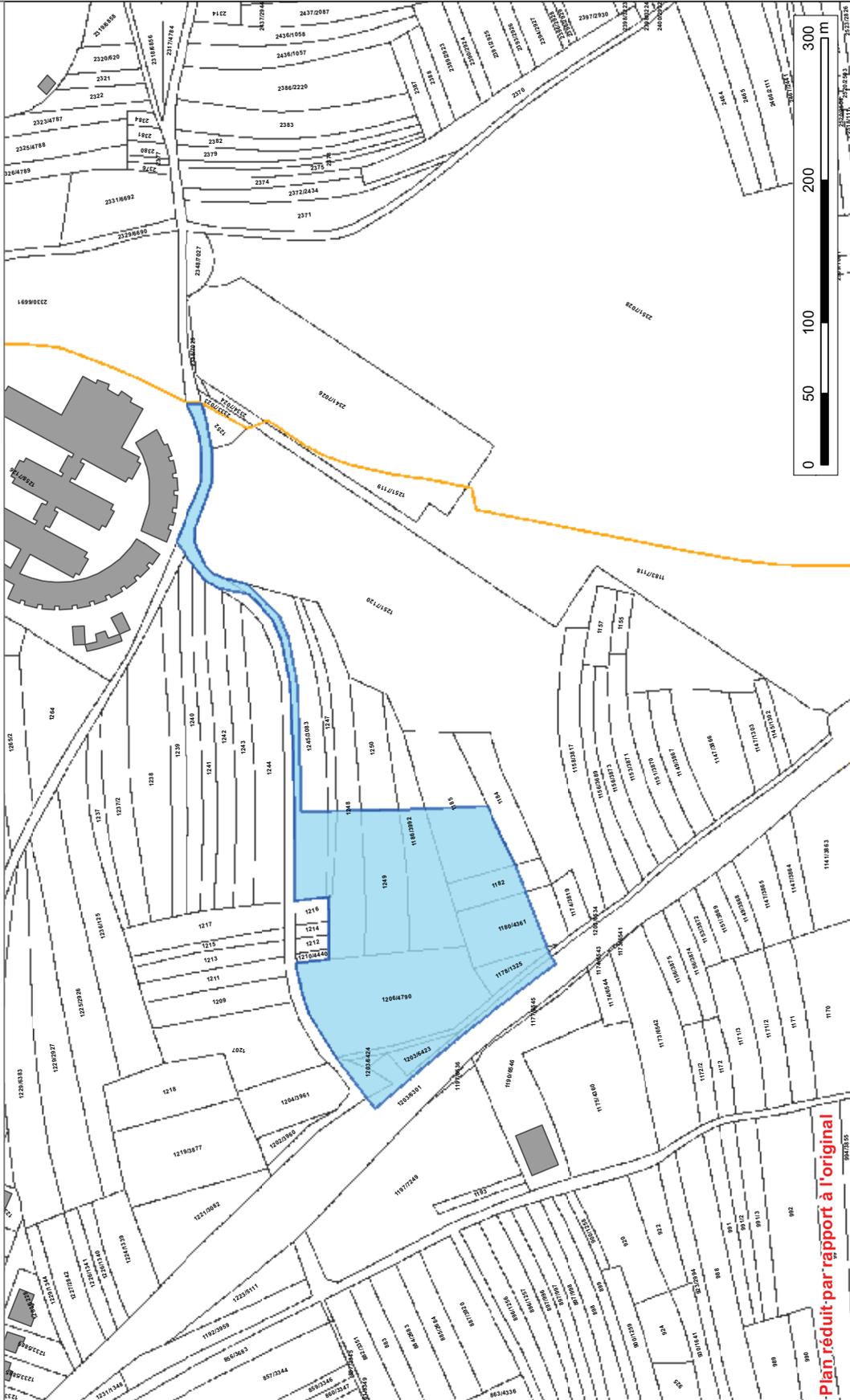
Plan d'ensemble 1 - Commune de Mamer

Fond de carte : Extrait du plan cadastral numérisé (PCN) ; © Origine Cadastre ; Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg - Copie et reproduction interdites  
Echelle : 1:2.500

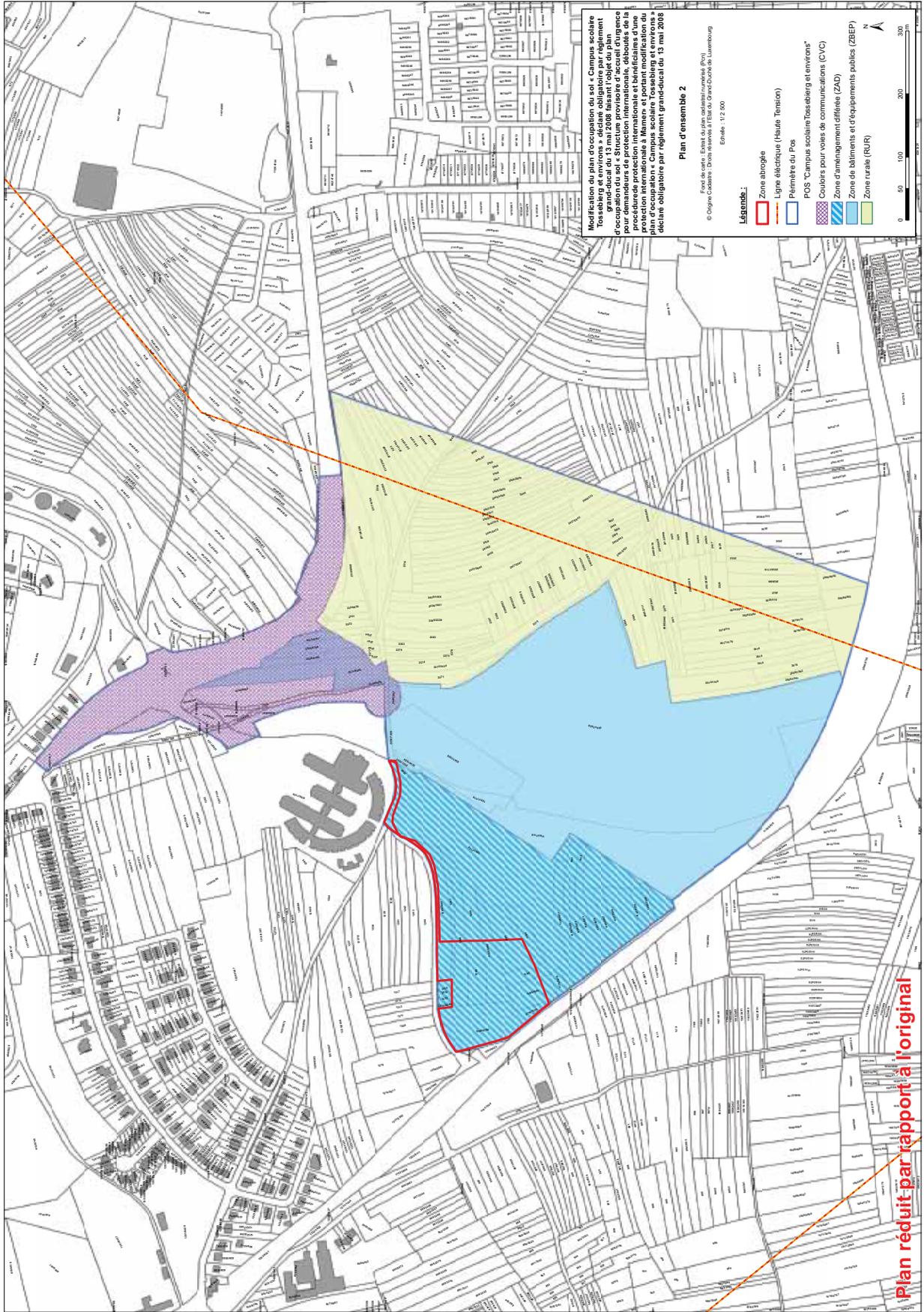
-  Zone de bâtiments et d'équipements publics (ZBEP)
-  Limite communale



  
**LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG**  
Ministère du Développement durable  
et des Infrastructures  
Département de l'aménagement du territoire



**Plan réduit par rapport à l'original**



**Arrêté ministériel du 31 mars 2016 concernant la reclassification d'une partie de la surface du bâtiment transitaire du centre fret, classée actuellement en zone de sûreté nationale en zone de sûreté à accès réglementé.**

*Le Ministre du Développement durable et des Infrastructures,*

Vu la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile et c) d'instituer une Direction de l'aviation civile;

Vu le règlement grand-ducal du 24 février 2016 relatif aux conditions d'accès à l'aéroport de Luxembourg et aux contrôles y applicables;

Arrête:

**Art. 1<sup>er</sup>.** La partie de la surface du bâtiment transitaire du centre fret classée actuellement en zone de sûreté nationale, prédéfinie par la Police Grand-Ducale et la Direction de l'Aviation Civile, est reclassée en zone de sûreté à accès réglementé à partir du 4 avril 2016.

**Art. 2.** Les changements décrits à l'article 1<sup>er</sup>, affectant la zone de sûreté à accès réglementé, sont illustrés moyennant les plans joints en annexe.

**Art. 3.** Une copie du présent arrêté doit être affichée visiblement aux différents accès de la zone.

**Art. 4.** Lors d'une classification d'une zone en zone de criticité plus élevée, une fouille de sûreté des parties qui pourraient être contaminées, est réalisée dès que possible afin d'obtenir une assurance raisonnable qu'aucune partie ne contient d'articles prohibés.

**Art. 5.** Le présent arrêté sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 31 mars 2016.

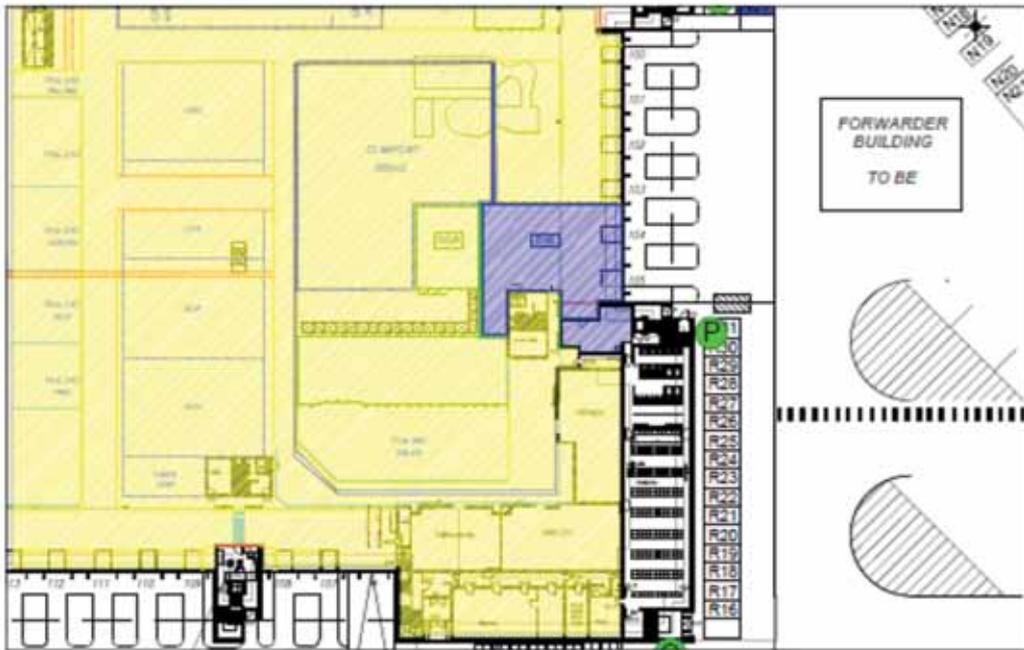
*Le Ministre du Développement durable  
et des Infrastructures,  
François Bausch*

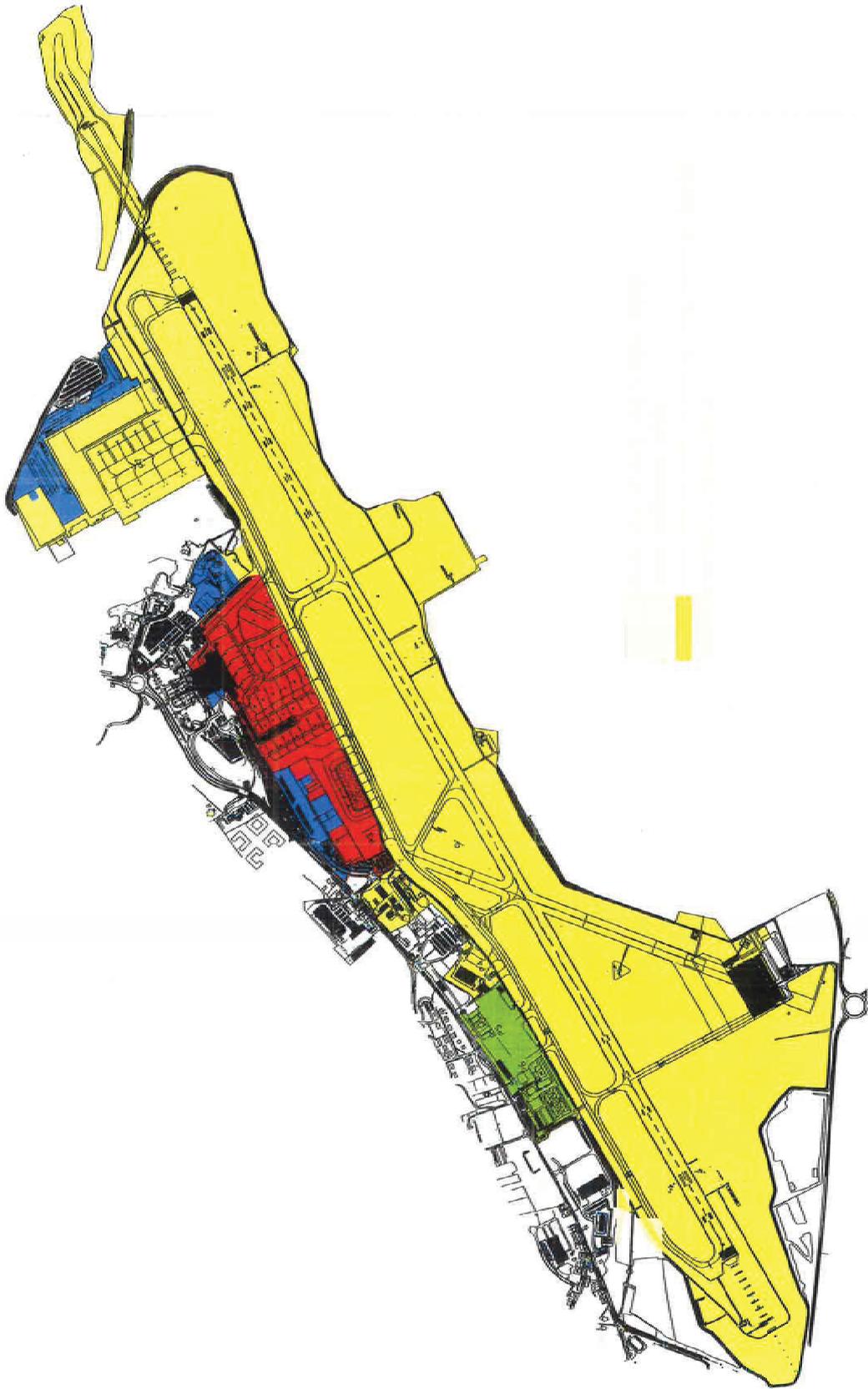
**Annexes**

Situation actuelle



Situation future





**Convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux, faite à Londres, Moscou et Washington, le 29 mars 1972. – Ratification de la République Populaire Démocratique de Corée.**

---

Il résulte d'une notification du Gouvernement de la Fédération de Russie qu'en date du 24 février 2016, la République Populaire Démocratique de Corée a ratifié la Convention désignée ci-dessus, qui est entrée en vigueur à l'égard de cet Etat à la même date, soit le 24 février 2016.

---

**Accord conférant le statut d'organisation internationale à l'Académie internationale de lutte contre la corruption (IACA), signé à Vienne, le 2 septembre 2010. – Accession de la République d'El Salvador.**

---

Il résulte d'une notification de la Mission permanente de l'Autriche auprès des Nations Unies à New York, qu'en date du 16 mars 2016, la République d'El Salvador a accédé à l'Accord désigné ci-dessus, qui entrera en vigueur à l'égard de cet Etat le 15 mai 2016.

(Les déclarations et réserves faites par les Etats contractants peuvent être consultées auprès du Service des Traités du Ministère des Affaires étrangères et européennes.)

## Liste des Etats liés

**AGREEMENT FOR THE ESTABLISHMENT OF THE INTERNATIONAL  
ANTI-CORRUPTION ACADEMY AS AN INTERNATIONAL ORGANIZATION (IACA)**  
Vienna, 2 September 2010

**Status as at: 16 March 2016**

**Entry into force:** 8 March 2011, in accordance with Article XVIII (3)

**Registration:** No. 48545

**Status:** Signatories: 53; Parties: 67

**Text:** For electronic copies of the text of the Agreement in the Arabic, Chinese, English, French, Russian and Spanish languages, each text being equally authentic, see: <http://www.iaca.int/> [subcategory "About Us – Agreement and External Resolutions"].  
See also Depositary Notification of 29 August 2014 (Proposal of corrections to the original text of the Agreement (Chinese authentic text) and Depositary Notification of 29 September 2014 (Corrections);

**Note:** The Agreement was open for signature in Vienna from 2 September 2010 to 31 December 2010. Until the latter date it has been signed by 51 States and two International Organizations.

States/International Organizations:	Signature:	Ratification, Acceptance(A), Approval(AA), Accession(a):	Entry into force:
Afghanistan		25 Mar 2013 a	24 May 2013
Albania	2 Sep 2010	21 Sep 2011	20 Nov 2011
Argentina	2 Sep 2010	14 Jan 2014	15 Mar 2014
Armenia		14 Jan 2014 a	15 Mar 2014
Australia	16 Dec 2010	18 Jun 2012	17 Aug 2012
Austria	2 Sep 2010	30 Dec 2010	8 Mar 2011
Azerbaijan		4 Sep 2012 a	3 Nov 2012
Benin	2 Sep 2010		
Bolivia (Plurinational State of)	2 Sep 2010	20 Jul 2012	18 Sep 2012
Bosnia and Herzegovina		16 May 2012 a	15 Jul 2012
Botswana		11 Apr 2014 a	10 Jun 2014
Brazil	22 Dec 2010	1 Jul 2013	30 Aug 2013
Bulgaria	2 Sep 2010	31 Aug 2011	30 Oct 2011
Burkina Faso	15 Dec 2010	27 Jun 2013	26 Aug 2013
El Salvador		16 Mar 2016 a	15 May 2016
Cambodia		15 Oct 2013 a	14 Dec 2013
Cabo Verde	2 Sep 2010		
Chile	2 Sep 2010	11 Jul 2013	9 Sep 2013
China		16 Sep 2014 a	15 Nov 2014
Côte d'Ivoire		23 Nov 2015 a	22 Jan 2016
Croatia	15 Dec 2010	23 Sep 2011	22 Nov 2011
Cyprus	2 Sep 2010	19 Aug 2011	18 Oct 2011
Czech Republic	14 Dec 2010	6 Jun 2011	5 Aug 2011
Democratic Republic of the Congo	3 Dec 2010		
Egypt		24 Apr 2013 a	23 Jun 2013
European Public Law Organization	2 Sep 2010	11 Nov 2010	8 Mar 2011
Finland		27 Jun 2014 a	26 Aug 2014
Georgia		26 Mar 2015 a	25 May 2015
Greece	28 Dec 2010	12 Nov 2014	11 Jan 2015
Hungary	2 Sep 2010	27 Apr 2011	26 Jun 2011
International Centre for Migration Policy Development – ICMPD	28 Oct 2010	7 Jan 2011	8 Mar 2011
International Organization for Migration (IOM)		31 Jan 2012 a	31 Mar 2012
India		29 May 2013 a	28 Jul 2013
Indonesia	2 Sep 2010	18 Sep 2013	17 Nov 2013
Iraq	2 Dec 2010	7 Oct 2013	6 Dec 2013

Israel	21 Dec 2010	27 Sep 2012	26 Nov 2012
Jordan	2 Sep 2010	30 Jun 2011	29 Aug 2011
Kazakhstan		5 Dec 2013 a	3 Feb 2014
Kenya	2 Sep 2010		
Kuwait		5 Mar 2015 a	4 May 2015
Kyrgyzstan		19 Jan 2015 a	20 Mar 2015
Latvia		16 Nov 2011 a	15 Jan 2012
Libya	2 Sep 2010		
Liechtenstein	2 Sep 2010	19 Sep 2011	18 Nov 2011
Lithuania		22 Mar 2013 a	21 May 2013
Luxembourg	2 Sep 2010	11 Dec 2012	9 Feb 2013
Malawi		3 Jun 2014 a	2 Aug 2014
Malaysia	2 Sep 2010	25 Nov 2011	24 Jan 2012
Maldives		31 Mar 2011 a	30 May 2011
Mali	2 Sep 2010	8 Jan 2015	9 Mar 2015
Mexico	2 Sep 2010	14 Oct 2011	13 Dec 2011
Moldova	21 Dec 2010	8 Feb 2012	8 Apr 2012
Mongolia		12 Apr 2013 a	11 Jun 2013
Montenegro	2 Sep 2010	10 Apr 2013	9 Jun 2013
Mozambique	23 Dec 2010	27 Aug 2014	26 Oct 2014
Nigeria	30 Dec 2010	14 Dec 2012	12 Feb 2013
Pakistan		28 Feb 2012 a	28 Apr 2012
Panama	2 Sep 2010	19 Dec 2012	17 Feb 2013
Peru	2 Sep 2010		
Philippines	2 Sep 2010	29 Jun 2011	28 Aug 2011
Portugal	2 Sep 2010		
Republic of Korea	29 Dec 2010	15 Dec 2011	13 Feb 2012
Romania	2 Sep 2010	9 Aug 2011	8 Oct 2011
Russian Federation	29 Dec 2010	1 Mar 2011 A	30 Apr 2011
Saudi Arabia		24 Apr 2013 a	23 Jun 2013
Senegal	2 Sep 2010		
Serbia	2 Sep 2010	1 Dec 2011	30 Jan 2012
Slovakia	21 Dec 2010	24 Mar 2011	23 May 2011
Slovenia	2 Sep 2010	11 May 2011	10 Jul 2011
Spain		13 Oct 2011 a	12 Dec 2011
Syrian Arab Republic	2 Sep 2010	4 Oct 2011	3 Dec 2011
Thailand		9 May 2011 a	8 Jul 2011
The Former Yugoslav Republic of Macedonia	2 Sep 2010	3 Nov 2011	2 Jan 2012
Togo	2 Sep 2010	29 Oct 2015	28 Dec 2015
Turkey	21 Dec 2010	28 Sep 2012	27 Nov 2012
Uganda	2 Sep 2010		
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	2 Sep 2010		
Yemen	2 Sep 2010		
Zambia	2 Sep 2010		

#### *Declarations and Reservations\**

##### **CHINA**

Reservation made upon accession:

“The State Council of the People’s Republic of China ..., and declares that the People’s Republic of China is not bound by Article XIX of the Agreement.”

\* *Reservations to this Agreement are subject to Article 20 (3) of the Vienna Convention on the Law of Treaties.*

**EL SALVADOR**

Declaration made upon accession (English translation):

“Concerning the voluntary contributions of the Parties to the Academy established in Article XI, paragraph 1, letter a, the Republic of El Salvador reserves the right to reconsider its continued participation in the Agreement if any contribution becomes compulsory.”

**ISRAEL**

Reservation made upon ratification:

The Government of the State of Israel does not accept the last sentence of Article XIX beginning by the words “such second or third arbitrator shall be chosen by the International Court of Justice ...”. Israel will agree that the second or third arbitrator shall be chosen by the Secretary General of the Permanent Court of Arbitration in the Hague (Hereinafter: the “PCA”) at the request of either of the parties to the dispute. If the Secretary General of the PCA is a national of either Contracting Party or is otherwise prevented from discharging the said function, then the Deputy Secretary General of PCA who is not a national of either Contracting Party shall be invited to make the necessary appointments.

***Territorial Application*****CHINA**

In accordance with the Basic Law of the Hong Kong Special Administrative Region of the PRC and the Basic Law of the Macao Special Administrative Region of PRC, the Government of the PRC decides that the Agreement applies to the Hong Kong Special Administrative Region and the Macao Special Administrative Region of the PRC. The Reservation made by the PRC to Article XIX of the Agreement also applies to the Hong Kong Special Administrative Region and the Macao Special Administrative Region.

---